

Port-au-Prince, le 25 novembre 2022

25 novembre au 10 décembre 2022, 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre.

Des organisations féministes, de droits humains et LGBTQIA2S+ prennent position contre les violations systématiques des droits des femmes et personnes transgenres.

Le 25 novembre ramène la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. C'est aussi à cette date que débutent les 16 jours d'activisme durant lesquels des millions de personnes, de groupes de femmes, d'organisations Féministes et de Droits Humains se mobilisent pour combattre ce phénomène et exiger le respect des droits des femmes et des groupes minoritaires. Les organisations signataires de cette note sont fortement interpellées par la crise multidimensionnelle qui sévit dans le pays depuis maintenant plusieurs années, sans que les autorités étatiques n'interviennent pour la juguler. Cette année, cette crise s'est envenimée avec l'annonce de l'augmentation des prix des produits pétroliers. Les cris de la population pour forcer le Gouvernement de facto à revenir sur cette décision cruelle dont les impacts sur les conditions générales de vie de la population sont énormes, n'ont pas été entendus.

La crise découlant d'une gouvernance défailante donne libre cours aux exécutions sommaires, aux viols collectifs et à toutes sortes de crimes perpétrés en toute impunité. Dans un rapport¹ publié le 16 août 2022, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) relaie les récits glaçants des femmes victimes de viols collectifs à Cité-Soleil. Le 7 juillet 2022, une énième guerre entre gangs armés a éclaté dans la zone et fait de nombreuses victimes. Le bilan partiel de ce massacre - à la date de parution du rapport -faisait état de trois-cents (300) personnes assassinées, au moins vingt-deux (22) personnes blessées par balles ou à l'arme blanche et au moins cinquante-deux (52) femmes et filles victimes de viols collectifs. Une situation qui prévaut également à la Croix-des-Bouquets, Martissant, Carrefour-Feuilles, Petite Rivière de l'Artibonite, Cabaret et tant d'autres villes du pays. A cause de cette impunité érigée en système, les bandits armés ne sont ni recherchés par l'institution policière, ni poursuivis par la Justice en dépit du fait que plusieurs d'entre eux sont connus et identifiés par leurs victimes.

Cette anarchie totale ne fait qu'amplifier la violation systématique des droits humains, notamment les droits des femmes, des filles, des femmes à mobilité réduite, celles vivant dans les quartiers marginalisés ; les droits des femmes transgenre et de toute la communauté **LGBTQIA2S+**²; et des femmes détenues. Celles-ci coexistent dans des cellules exigües, mal aérées, où les installations sanitaires sont quasiment inexistantes ; où l'eau potable et la

¹ RNDDH.16 août 2022 « Massacre à Cité-Soleil : Récits glaçants des femmes et des filles victimes de viols collectifs », disponible sur :

<https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/08/10-Rap-Cite-Soleil-Femmes-et-Filles-violees-16Aout2022-FR.pdf>

² lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers ou en questionnement, Asexuels et bispirituels.

³ RNDDH.16 août 2022 « Massacre à Cité-Soleil : Récits glaçants des femmes et des filles victimes de viols collectifs », disponible sur : <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/08/10-Rap-Cite-Soleil-Femmes-et-Filles-violees-16Aout2022-FR.pdf>

⁴ RNDDH.16 août 2022 « Massacre à Cité-Soleil : Récits glaçants des femmes et des filles victimes de viols collectifs », disponible sur : <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/08/10-Rap-Cite-Soleil-Femmes-et-Filles-violees-16Aout2022-FR.pdf>

⁴ Le Nouvelliste. 22 septembre 2022 « Attaque armée et évasion à la prison civile de Cabaret », disponible sur : <https://lenouvelliste.com/article/238257/attaque-armee-et-evasion-a-la-prison-civile-de-cabaret/amp>

nourriture sont difficiles d'accès. Depuis la crise, les conditions générales de détention sont encore plus catastrophiques qu'elles ne l'ont déjà été.

Dû à la conjoncture, les écoles sont fermées, jusqu'à date. Les jeunes filles en âge d'être scolarisées sont contraintes de se confiner dans des quartiers à risque où elles sont constamment exposées aux viols, aux agressions incestueuses, aux attouchements sexuels et aux grossesses précoces. Les *Madan Sara*, véritables fers de lance du secteur informel, ne peuvent pas correctement vaquer à leurs activités quotidiennes alors qu'elles sont, pour la plupart, enchargées du bien-être de leurs familles. Le pays est scindé en plusieurs parties, les départements sont entrecoupés entre eux non seulement à cause de la coalition des gangs armés mais aussi à cause de la rareté et du coût trop élevé des produits pétroliers. Les militant.e.s des organisations féministes et des organismes de défense des droits humains s'appliquent à asseoir leurs interventions auprès des groupes les plus vulnérables, à leurs risques et périls.

Les Organisations Féministes Haïtiennes, de Droits Humains et **LGBTQIA2S+** signataires de cette note, dénoncent avec la plus grande véhémence, la complicité et l'incompétence du Gouvernement de facto en place face à la terreur que vit notre peuple depuis plusieurs années et les impacts dévastateurs de cette crise sur les femmes et sur les filles. Encore mobilisées contre les multiples violences et violations infligées aux femmes et aux filles en Haïti par les forces étrangères dans le passé, nous sommes convaincues que la solution à la crise haïtienne doit venir des Haïtien.ne.s et nous prenons position contre toute démarche d'intervention étrangère en Haïti.

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, nous réitérons notre engagement à nous battre pour une société haïtienne plus juste, plus équitable, plus inclusive, plus respectueuse des droits humains, en particulier des droits des femmes, des filles, des personnes vivant dans les quartiers d'habitats spontanés et défavorisés, des individus en situation de handicap, des détenu.e.s, de la communauté **LGBTQIA2S+** et de tous les groupes minoritaires.

Pour authentification : Nathalie E. VILGRAIN Coordonnatrice Générale MARIJÀN.
Contact : contact@marijanayiti.org | +509 2913 3164.

LES SIGNATAIRES :

1. Organisation féministe MARIJÀN
2. NÈGÈS MAWON
3. Organisation Arc-en-ciel d'Haïti (ORAH)
4. Rezo Fanm Radyo Kominotè Ayisyen (REFRAKA)
5. Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH)
6. Action communautaire pour l'intégration des femmes vulnérables en Haïti
7. Organisation Trans d'Haïti
8. Òganizasyon Feminis Dantò
9. Zantray Fanm Kreyòl
10. Initiative pour un Développement Équitable en Haïti (IDEH)
11. KOURAJ